

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-SIXIÈME SESSION

Documents officiels

PREMIERE COMMISSION
20^e séance
tenue le
lundi 28 octobre 1991
à 15 heures
New York

PROCES-VERBAL DE LA **20^e** SEANCE

Président :

M. MROZIEWICZ

(Pologne)

SOMMAIRE

DEBAT GENERAL SUR TOUTES LRS QUESTIONS RELATIVES AU DESARMEMENT (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.
Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC/2.750,
2 United Nations Plaza, CI également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.1/46/PV.20
12 novembre 1991

FRANCAIS

La séance est ouverte à 15 h 20.

POINTS 47 A 65 DE L'ORDRE DU JOUR (**suite**)

DEBAT GENERAL SUR TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES AU DESARMEMENT

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : **Je** donne la parole au représentant du Royaume-Uni qui, en sa qualité de Président du Groupe d'experts chargé de **l'Etude** sur les **moyens** de favoriser la transparence des transferts internationaux d'armes classiques, va présenter cette étude.

M. McDONALD (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : C'est pour **moi un** grand privilège que **de me** trouver ici aujourd'hui pour présenter **à** la Première Commission le rapport du Secrétaire général sur les moyens **de** favoriser la transparence des transferts internationaux **d'armes (A/46/301)**. **Avant** cela cependant, qu'il **me** soit permis **de** rendre un double hommage.

Je voudrais tout d'abord attirer votre attention sur le fait que les deux premières réunions du Groupe **d'experts** se sont tenues sous la présidence de **l'Ambassadeur** Plaja, de l'Italie. Il n'est malheureusement plus des nôtres, mais c'est lui qui a jeté les bases de ce rapport. Sans sa direction avisée, patiente et courtoise, nous n'aurions pas, j'en suis sûr, été en mesure de parvenir **à** ce rapport élaboré de commun accord.

En **deuxième** lieu, si vous me le **permettez**, je voudrais rendre hommage aux **membres** du Groupe d'étude **eux-mêmes**. Ces membres provenaient de nombreux **pays**, ayant des **passés** différents et **dotés** de compétences diverses. Ils avaient cependant deux points communs. Le premier était une conviction immuable selon laquelle la question des transferts d'armes était une question d'une importance vitale, dont la communauté mondiale se devait maintenant d'aborder l'étude. L'autre point qui nous était commun **à tous** au sein du Groupe - **et** je sais qu'il **en** est de **même** pour la Première Commission - était une capacité de s'entendre, de travailler de **concert**, de comprendre les points de **vue** les uns des autres, de trouver des compromis et finalement - sans que cela soit toujours facile, mais finalement - d'arriver à un rapport convenu **à** l'unanimité, tenant compte des recommandations pertinentes,

M. McDonald (Royaume-Uni)

Dans la préparation de Son rapport, et particulièrement **lors** de Sa dernière réunion plus tôt cette année, le groupe d'experts était tout **à** fait conscient que la guerre dans le Golfe non seulement avait démontré 188 conséquences tragiques qui peuvent découler d'une accumulation **d'armes** irresponsable, mais **aussi** sensibilisé le monde **à** cette **question**. NOUS continuons **de** croire que maintenant comme jamais auparavant le moment est propice pour passer à l'action dans ce domaine. Notre rapport a donc été rédigé comme un document positif exigeant une action urgente.

Comme le rapport l'indique clairement, nous **n'avons** pas considéré que la transparence dans les transferts d'armes était une panacée. Nous ne l'avons pas non plus envisagée **sous** une seule forme. La transparence et l'ouverture dans les transferts d'armes étaient, à notre **avis**, une première mesure importante pour l'instauration de la confiance parmi les nations et la réduction de la méfiance et des tensions. Il y a beaucoup de place pour une ouverture dans ce domaine au sein des pays. Et le rapport exhorte **les pays** à pratiquer la glasnost, si on ne permet cet emprunt, dans ce secteur. Il **existe** aussi **d'importantes** initiatives à prendre au plan **régional**.

Nous étions bien informés des très importants accords de contrôle des armements qui ont **été** conclus récemment, et nous nous en sommes félicités. Le groupe d'experts a considéré qu'ils ouvraient la voie à d'autres accords régionaux sur la transparence ou le contrôle en matière d'armements. Toutefois, le groupe ne suggérait pas par là une formule ou une recette unique. Chaque région et chaque période comporteront leurs propres caractéristiques dans des circonstances spécifiques.

Finalement, **le** groupe d'experts a **estimé** qu'il était **temps** d'agir au plan mondial pour favoriser la transparence dans les transferts d'armements. **Le** rapport recommande donc **l'établissement** immédiat d'un Registre des Nations Unies pour les transferts d'armes qui indiquerait et **les** fournisseurs et les acquéreurs. Ce registre universel et non discriminatoire favoriserait la confiance entre tous les pays du monde et servirait de source autorisée pour dénoncer tout **signe** concernant une accumulation d'armements injustifiée ou irresponsable. Le rapport **n'expose** pas précisément la façon dont ce registre serait structuré. Néanmoins, il recommande **fermement que ce** registre soit établi de manière **à** en permettre la mise en oeuvre rapide avec la participation la plus large possible.

4. McDonald (Royaume-Uni)

Le rapport **mentionne** explicitement que certains pourraient estimer que le registre proposé ne va pas **assez** loin. Nous **comprendons** et acceptons cette opinion. Nous **avons** toutefois **cru** qu'il fallait créer un point de départ et que le moment actuel était propice. **Même** le plus long parcours doit commencer par un premier pas. **Notre** rapport a été rédigé et **adopté** dans l'espoir qu'il pourrait effectivement constituer ce premier pas dans la bonne direction.

Finalement, notre rapport traite de la question du commerce illicite des **armes**. **Cette** question est différente en soi du reste de notre propos. Le commerce illicite des **armes** est, de par sa nature même, clandestin et **ne se** prête donc pas à la transparence. Par contre, dans ses effets sur les individus et **sur** la société, il n'est pas moins important que le simple commerce des **armes**. Le groupe d'experts n'était que trop conscient des ravages et de la misère humaine, de l'exploitation et de la manipulation corrompue du pouvoir qui résultent souvent du commerce illicite des **armes**. Dans notre rapport, nous avons donc attiré l'attention sur ces dangers dans les **termes** les plus fermes. Nous notons avec plaisir que sur le plan international il semble y avoir une coopération accrue dans la lutte contre ce cancer. Il existe une coopération accrue entre les autorités douanières et policières de nombreuses nations. **C'est certainement** sur cette voie qu'il faut s'engager. Notre rapport recommande l'adoption de procédures nationales fermes pour interdire ce commerce illicite. Nous **avons** également souligné la nécessité de favoriser la formation continue du personnel douanier. Beaucoup reste à faire. Comme le mentionne notre rapport, nous espérons que **l'ONU elle-même** trouvera les moyens d'appuyer cette **amélioration** constante de l'efficacité des contrôles afin de conjurer la malédiction du commerce des armements.

M. BATIQUK (Ukraine) (interprétation du russe) : La position de l'Ukraine sur les principaux problèmes de désarmement a été exposée dans la déclaration de M. Leonid Kravchouk, Président du Parlement d'Ukraine, à la **14e** séance plénière, tenue le 30 septembre 1991, et précisée davantage le 14 octobre dernier dans la déclaration de **M. Anatoly Zlenko**, Ministre des affaires extérieures, devant cette commission.

M. Batiouk (Ukraine)

Mais à la **lumière** des **événements** survenus récemment en Ukraine - qui ont fait l'objet de certains commentaires sensationnalistes dans les médias et de remarques hâtives de la part de certains **représentants** étrangers - et **des** questions supplémentaires soulevées par des délégations, nous devons fournir des renseignements plus complets sur la position de l'Ukraine **à** propos de la réduction des armes classiques et du disarmement nucléaire sur son territoire.

Immédiatement après le coup **d'Etat** du **mois** d'août en URSS, le Parlement ukrainien a adopté un décret sur les unités militaires en Ukraine. En vertu de ce décret, toutes les unités de l'armée stationnées en Ukraine seront soumises **à** l'autorité du Parlement ukrainien. L'objectif **principal** de ce décret était d'empêcher le recours **aux** forces **armées** contre le peuple et la souveraineté **d'Etat** de **l'Ukraine**. Pendant le coup **d'Etat**, de tels recours ont **effectivement** été tentés.

M. Batiouk (Ukraine)

La **mesure** suivante, pour **assurer** la souveraineté et l'indépendance, a **été** celle prise par le Parlement ukrainien de se doter de ses propres **force armées**. La semaine dernière. **des** projets de lois **sur** les questions relatives à la **défense** ont été examinés. Le Parlement a décidé que les forces **armées** de l'Ukraine sont censées protéger son indépendance et son intégrité territoriale, et que les capacités de défense de l'Ukraine seraient maintenues au niveau de la suffisance nécessaire pour défendre le pays contre l'agression.

Selon la loi sur la défense, l'Ukraine reconnaît que la **guerre** n'est pas le moyen de régler les problèmes internationaux; qu'elle ne possède pas d'armes de destruction massive; qu'elle n'a pas d'ambitions territoriales **à** l'égard **d'aucun** autre **Etat**; qu'elle ne considère aucun peuple son ennemi; qu'elle ne sera jamais la première **à** déclencher des opérations militaires contre un pays quelconque, **à** moins **d'être** elle-même victime d'une agression; et que **ses forces armées** ne seront pas utilisées pour régler les problèmes intérieurs **d'autres** Etats.

S'agissant de la création d'une armée ukrainienne, il faut savoir qu'il ne **s'agit** pas de créer des contingents supplémentaires **mais**, au contraire, de réduire progressivement les anciennes formations de **l'Union soviétique** stationnées sur le territoire de l'Ukraine, pour les remplacer par des forces **armées** nationales moins nombreuses, qui s'élèveront **à** près de 400 000 hommes toutes armes confondues. Comme l'a fait remarquer **à** ce propos le Ministre de la défense, M. **Morozov**, pour doter les 52 millions **d'Ukrainiens** de leurs propres forces **armées** il convient de réduire sensiblement les organes de direction militaire et les effectifs militaires. C'est une réduction qui porte sur des centaines de milliers de personnes et qui est liée au règlement de problèmes sociaux, politiques et économiques compliqués. C'est pourquoi tout ce processus de réduction intensive à 400 000 hommes s'étalera sur plusieurs années, jusqu'en 1994-1995.

Dans les décisions adoptées par l'Ukraine, il s'agit spécifiquement de démilitarisation et de désarmement. Nous en trouvons l'éloquent témoignage dans le fait que si jusqu'à présent, 15 % du produit national brut étaient alloués **à** des fins militaires, désormais, le Parlement a décidé de consacrer moins de 3 % du budget national aux **forces armées** de l'Ukraine.

M. Batiouk (Ukraine)

Un autre aspect de ce problème est celui des forces nucléaires. Les moyens de régler la question des **forces** nucléaires situées sur le territoire ukrainien ont été énumérés dans une déclaration du Parlement sur le statut **dénucléarisé** de l'Ukraine, adoptée le 24 octobre dernier, qui confirme l'intention de l'Ukraine de respecter les principes **non** nucléaires et de contribuer **à** renforcer le **régime** international sur la non-prolifération. Le Parlement a déclaré ce qui suit :

"Premièrement, la présence sur le territoire ukrainien d'armes nucléaires de l'ancienne **Union** soviétique est temporaire;

Deuxièmement, ces **armes** sont actuellement placées sous l'autorité de structures appropriées de l'ancienne Union **des** Républiques socialistes soviétiques. L'Ukraine insiste sur son droit de vérifier que les armes nucléaires situées sur son territoire ne sont **pas utilisées**.

Troisièmement, l'Ukraine appliquera une politique visant **à éliminer** complètement les **armes** nucléaires et les composantes de leur déploiement situées sur le territoire de **l'Etat** ukrainien. Elle **a** l'intention d'y parvenir dans les délais les plus réduits, en tenant compte des possibilités juridiques, techniques, financières, organisationnelles et autres, et en veillant à la sûreté **écologique**. Un **vaste** programme de conversion de l'industrie militaire sera lancé en Ukraine, avec la réorientation d'une partie du **potentiel** militaire industriel pour répondre **aux** besoins de développement économique et social.

Quatrièmement, en tant que l'un des successeurs **de l'ancienne** Union des Républiques socialistes soviétiques, l'Ukraine respectera les dispositions du Traité de 1991 sur la réduction des **armes** stratégiques conclu entre l'Union soviétique et les Etats-Unis en ce qui concerne les **armes** nucléaires qui se trouvent sur son **territoire**. L'Ukraine est prête **à** entamer des négociations avec la République du **Bélarus**, la République socialiste soviétique du Kazaakhstan et la République socialiste fédérée soviétique de Russie, avec la participation des structures appropriées de l'ancienne Union des Républiques socialistes soviétiques, **sur** l'élimination des **armes** nucléaires stratégiques visées par ce traité.

Cinquièmement, L'Ukraine prendra **des mesures** pour éliminer **toutes les autres armes** nucléaires qui se **trouvent** sur son territoire et dans ce

M. Batiouk (Ukraine)

but, elle est prête, en cas de nécessité, à participer aux négociations avec toutes **les** parties intéressées, notamment **en** recourant aux **mécanismes** multilatéraux existants en **matière** de désarmement.

Sixièmement, l'Ukraine prendra **les mesures** adéquates pour assurer la sûreté matérielle des **armes** nucléaires qui se trouvent sur son territoire jusqu'à l'élimination complète de ces armes.

Septièmement, l'Ukraine se propose **d'adhérer** au Traité sur la non-prolifération des **armes** nucléaires en tant **qu'Etat** non nucléaire et de conclure avec l'Agence internationale de l'énergie atomique l'accord de garanties approprié.**

Cette déclaration du Parlement a **été** faite après un examen complet de la question. Elle a été accueillie avec **compréhension** et a été appuyée notamment par la personnalité américaine bien connue, **Zbigniew Brzezinski**, qui, parlant des **armes** nucléaires lors de la conférence de presse qu'il a **tenue** récemment au Ministère des affaires **étrangères** de l'Ukraine, a déclaré que le genre d'approche sur laquelle se fonde la déclaration du Parlement ukrainien au sujet du statut non nucléaire de l'Ukraine pouvait satisfaire la communauté internationale.

Pour terminer, au **nom** de la délégation ukrainienne, je voudrais confirmer une fois de plus que le maintien du potentiel militaire **de** l'Ukraine au niveau de la suffisance nécessaire **à la** défense, la réduction, puis l'élimination complète des **armes** nucléaires, de **même** que l'adhésion de l'Ukraine au processus international **de la réduction** par Traité et de la limitation des armements dans **la** région de la Conférence sur la **sécurité et la** coopération en Europe en tant que partenaire et participant **à part** entière, sont et demeurent les objectifs prioritaires du Parlement et du Gouvernement ukrainiens, en vue de garantir la sécurité nationale.

M. KIM Chang Guk (République populaire démocratique de Corée)

(interprétation de l'anglais) : Monsieur le **Président**, je voudrais tout d'abord vous **adresser**, au nom de la **délégation** de la République populaire démocratique de Corée, nos félicitations chaleureuses **à** l'occasion de votre élection à la présidence de la Première **Commission**. **Je suis certain que**, grâce **à** votre **riche** expérience et vos qualités exceptionnelles, la Première Commission saura mener ses travaux **à** bonne fin. Je tiens **également à** féliciter les autres membres du bureau de leur élection.

Comme l'ont unanimement dit **toutes** les délégations, le monde traverse aujourd'hui une période de changements **radicaux** et entame une nouvelle **étape** de son développement. En ces temps remarquables, il est urgent, dans le cadre de la création **d'un** nouvel ordre international et de **l'établissement** d'une paix **et** d'une sécurité stables, conformément aux exigences et aux aspirations de tous les peuples du monde, de parvenir au désarmement. Nous estimons que le désarmement doit être **général** et complet et avoir lieu le plus **tôt** possible.

Dans le domaine du **désarmement**, c'est le désarmement nucléaire qui est prioritaire. Les armes nucléaires constituent la menace la plus effroyable pour la paix du monde et la paix de chaque pays et nation. Depuis l'apparition des armes nucléaires sur la planète, le monde **n'a** pas connu une seule journée de paix. Il est scandaleux de **voltiger à** la veille du XXI^e siècle, le monde reste l'otage des **armes** nucléaires.

Il faut que les Etats-Unis et l'Union soviétique prennent l'initiative du désarmement nucléaire. A cet égard, nous nous félicitons de l'annonce faite par le Président Bush le 27 septembre de retirer les armes **nucléaires** de **l'Asie** et de l'Europe. L'Union soviétique a également présenté des propositions positives en réponse **à** cette initiative **des** Etats-Unis. Il s'agit là d'un grand pas en avant sur le chemin du désarmement nucléaire et d'un bon départ pour la création d'un **monde** nouveau pacifique. Ce n'est cependant qu'un début, et **ces** mesures ne sont que partielles compte tenu de l'objectif d'un désarmement général et complet.

L'interdiction **complète** des essais nucléaires constitue l'une des questions urgentes du désarmement nucléaire **à** l'heure actuelle. Il est anachronique et contradictoire d'élever la voix contre **les armes** nucléaires et la prolifération **nucléaire** lorsqu'on poursuit en même **temps les essais**

M. Rim (Rép. dém. de Corée)

nucléaires. La poursuite des essais nucléaires, qui ont pour but de remplacer des armes nucléaires anciennes par des armes de meilleure qualité afin d'avoir une emprise sur d'autres pays grâce à un monopole nucléaire, ne peut être interprétée que comme le signe d'une opposition au désarmement nucléaire.

La poursuite des essais nucléaires ne peut mener qu'à la confusion et à la méfiance à l'égard du désarmement nucléaire. Les Nations Unies discutent de cette question depuis plus de 30 ans et ont adopté quelque 70 résolutions sur la cessation des essais nucléaires, mais ces résolutions sont encore loin d'être appliquées. Les armes nucléaires ne peuvent plus être acceptées dans le contexte d'un nouvel ordre international. Nous nous félicitons de l'annonce faite par l'Union soviétique d'un moratoire unilatéral sur les essais nucléaires. Nous demandons instamment l'interdiction complète et générale des essais nucléaires.

Pour parvenir au désarmement nucléaire mondial, il est également indispensable de créer des **zones** exemptes d'armes nucléaires dans toutes les régions du monde et de les élargir sans cesse. La communauté internationale devrait appuyer et encourager les propositions visant à créer des zones exemptes d'armes nucléaires aux niveaux national, sous-régional et régional. Les Etats dotés d'armes nucléaires, en particulier, devraient se porter garants de ces zones en prenant des engagements juridiques ayant force obligatoire.

L'achèvement et l'adoption du projet de convention sur l'interdiction et l'élimination **des** armes chimiques constitueront un **pas en** avant important sur la voie de l'élimination **des** armes de destruction massive. La République populaire démocratique de Corée, qui a souffert des effets des armes chimiques et bactériologiques dans le passé, se félicite des progrès réalisés dans les négociations relatives aux dispositions de ce projet de convention et espère qu'il sera achevé et adopté rapidement.

Les **Nations** Unies discutent depuis longtemps des transferts d'armes, et de nombreuses **délégations** ont fait connaître leur point de vue sur la **question** du registre pour les **transferts** d'armes. Nous estimons que la création de ce registre serait une initiative louable dans le contexte du désarmement et **de** la sécurité. Mais en même temps, on **peut** se demander s'il servirait réellement la cause du désarmement et de la sécurité. Qui définira les besoins de chaque

M. Kim (Rép. pop. dém. de Corée)

nation en matière de défense - question qui relève exclusivement de la souveraineté de chaque nation - et **comment** les capacités et besoins en matière de défense pourront-ils être comparés d'un Etat à l'autre? Un tel registre ne suscitera-t-il pas plutôt la méfiance et n'entraînera-t-il pas une concurrence acharnée dans le domaine de8 **armement8** entre **les** Etats? Ne profitera-t-il pas uniquement aux pays développés fournisseur8 d'armes et ne sera-t-il pas catastrophique pour les pays en développement acquéreurs? **Jusqu'à présent,** les transferts d'armes et le **commerce** des **armes** ont été **utilisés** dan8 les relations internationales non seulement pour permettre aux pays **fournisseurs** d'en tirer un profit économique, mais aussi, ce qui est plus important, pour se livrer à de8 marchandages politiques et exercer un chantage politique sur d'autres nations. L'existence de ce registre mettra-t-elle fin à ce genre de marchandage et de chantage? Nous pensons qu'un registre pour les transferts d'armes devrait **aussi faire** état de la **mise** au point et de la fabrication d'armes nouvelles ainsi que de8 emplacements, des modèles et des **quantités d'arme8 nucléaires** déployées dan8 d'autres pays. Nous croyons que si l'on aborde ces questions dans un esprit d'équité, le système du registre envisagé contribuera au désarmement général, à la sécurité et à la création d'un nouvel ordre international.

La région où les **suites** de la guerre froide se font le plus sentir eut la péninsule coréenne. Bien que la situation internationale ait tendance à **évoluer vers** la détente, et que le règlement des différends régionaux soit en bonne voie, l'affrontement entre le Nord et le Sud **de** la Corée et la situation instable **du cessez-le-feu** restent **inchangés**. **Des** forces **armées** d'environ un million **d'hommes** se trouvent **face à face** le long de **la** ligne de démarcation **militaire**.

Afin d'assurer une paix et une sécurité durables en **Asie** et dan8 le reste du monde, conformément à la tendance de la situation internationale actuelle, il est indispensable de faire cesser **la** tension et l'affrontement et d'instaurer la paix sur la péninsule coréenne. Ce n'est que lorsque le désarmement aura **été** réalisé sur la péninsule coréenne, qu'il sera également possible de **créer** les conditions nécessaires à une réunification pacifique.

Nous estimons que l'adoption d'une déclaration de non-agression entre le Nord et le Sud pourra constituer le point de départ du **désarmement** en **Corée**.

M. Kim Rép. pop. dém. de Corée)

Une **déclarntion** de non-agression marquera le début d'une phaae décisive permettant de remplacer un **cessez-le-feu** instable par une **paix** durable et d'atténuer l'hostilité. Elle constituera également un point **de départ** pour créer un **climat** de confiance entre le Nord et le Sud.

Noua proposons que le Nord et le Sud suspendent toutes **les** manoeuvres militaires menées conjointement avec des forces étrangères et **autres** manoeuvre8 militaires de grande envergure, qu'ils transforment la **zone** démilitarisée le long de **la** ligne de démarcation militaire en une **zone** de paix qui sera **utilisée à des** fins pacifiques et qu'ils prennent des **mesures** de **sécurité** en vue de prévenir tout conflit accidentel qui pourrait **entraîner** une **escalade**. Noua **demandons** que le Nord et **le** Sud ramènent chacun les effectifs de leurs forces **armées à** moins de **100 000** hommes **sur** une période de **trois** ou quatre **ans** et que les troupes étrangères stationnées en Corée du Sud **achèvent** leur retrait lorsque les **effectifs** des forces **armées** du Nord et du Sud auront été ramenés **à** moins de **100 000 hommes** de part et d'autre.

M. Kim (Rép. pop. dém. de Corée)

Nous proposons également que **le** Nord et le Sud procèdent **à** la dissolution de toutes les organisations **militaires civiles** et des forces civiles, cessent d'introduire de nouveaux équipements et **do** nouvelles technologies militaires, et de mettre au point **des** armements, et **vérifient** la réduction des armements au moyen **d'inspections** sur place. Néanmoins, ces propositions demeurent des efforts unilatéraux et n'ont pas encore reçu une réponse positive.

Nous espérons que le Nord et **le** Sud prendront et mettront en pratique rapidement un engagement commun **à** l'égard du désarmement. Il faut également considérer que, le Nord et le Sud /tant devenus Membres **des** Nations Unies, le Commandement des Nations Unies en Corée du Sud devrait être dissous, les forces des Nations Unies retirées et l'Accord d'armistice remplacé par un accord de paix qui sera, selon nous, une contribution importante à la paix et au désarmement en **Corée**.

Faire de la Corée une **zone** exempte d'armes nucléaires est la mesure la plus importante et la plus urgente **à** prendre pour réaliser la paix dans ce **pays**. Dans la partie sud de la péninsule, 1 000 **armes** nucléaires sont déployées, et "**Team Spirit**" - un exercice de manoeuvres militaires conjointes stimulant une guerre nucléaire **mené** par les Etats-Unis et la Corée du Sud - se déroule chaque année. La nation coréenne étant exposée en permanence à une menace nucléaire, nous avons fermement exigé que les armes nucléaires **soient** retirées de la Corée du Sud et que la péninsule coréenne soit transformée **en** zone exempte d'armes nucléaires.

Notre gouvernement a avancé, il y a longtemps, des propositions visant **à** transformer la péninsule en une **zone** de paix exempte d'armes **nucléaires**, et a formulé, pas plus tard qu'en juillet de cette année, une nouvelle proposition appelant le Nord et le Sud **à** convenir conjointement de l'établissement d'une **zone** exempte d'armes nucléaires **sur** la péninsule de Corée. Les **Etats-Unis**, l'Union soviétique et **la** Chine, ainsi que les Etats voisins de la péninsule coréenne dotés d'armes nucléaires, devraient garantir légalement le statut de zone exempte d'armes nucléaires **de** la péninsule si la péninsule est déclarée telle. Les Etats non dotés d'armes nucléaires en Asie devraient appuyer la transformation de la péninsule coréenne en **zone** exempte d'armes nucléaires et respecter ce statut. Nous pensons que cette proposition contribuera **à** l'élimination de la menace nucléaire sur la péninsule et renforcera le **système** de non-prolifération nucléaire.

M. Kim (Rép. pop. dém. de Corée)

L'objet de notre accession au Traité **sur** la non-prolifération était de retirer les **armes** nucléaires de la Corée du Sud et d'éliminer totalement la menace nucléaire **sur** la **péninsule**. Notre intention et **notre** exigence sont devenues plus **compréhensibles** maintenant que la présence d'armes nucléaires en Corée du Sud a été confirmée.

Nous ne sommes pas opposés aux inspections nucléaires. Néanmoins, la question nucléaire en Corée étant directement liée au destin **et** à la souveraineté de la nation coréenne, nous ne pouvons accepter une inspection unilatérale. **Même** si nous autorisons **une** inspection unilatérale dans la partie Nord de la péninsule, cela n'aurait aucun effet sur le retrait des **armes** nucléaires du Sud ou sur la **dénucléarisation** de la péninsule dans son ensemble. C'est pourquoi nous demandons des inspections simultanées, le cas échéant, dans le Nord et dans le Sud,

Nous n'avons ni la **capacité** de nous lancer dans une course aux armements nucléaires avec d'autres pays, ni aucune intention de mettre au point des **armes** nucléaires pour détruire notre propre nation. Aujourd'hui, la politique de possession d'armes nucléaires est totalement anachronique. Les Etats-Unis ont exprimé leur volonté de retirer leurs armes nucléaires de la Corée du **Sud**. Si toutes les armes nucléaires sont retirées, le problème de l'accord sur les garanties sera facilement résolu et une étape décisive pourra s'ouvrir sur la voie de la dénucléarisation de la péninsule **coréenne**.

La République populaire démocratique de **Corée** est un **Etat** épris de paix et le peuple coréen attache une grande importance à la paix. Parce que notre nation vit divisée, parce que ses deux camps continuent de s'affronter, et parce que l'environnement instable du cessez-le-feu persiste sur notre terre, la soif de paix de notre peuple est plus grande que celle de tout autre peuple. La République populaire démocratique de **Corée** et son peuple **n'épargneront** aucun effort pour réaliser une paix durable en Corée et pour contribuer **à** sauvegarder la paix du monde, but commun de l'humanité. J'espère que tous les Etats Membres des Nations Unies apporteront une contribution positive **à la réalisation** de la paix dans la péninsule coréenne.

M. KABIR (Bangladesh) (interprétation de l'anglais) : Vous me permettez, pour commencer, Monsieur le Président, de vous **adresser** nos plus **chaleureuses** félicitations à l'occasion de votre élection à la présidence de la **Première** Commission. Par votre intermédiaire, nous félicitons également les autres membres du Bureau pour leur élection. Je suis certain qu'avec votre grande **expérience**, vos connaissances et vos talents de diplomate, vous dirigerez les travaux **de la Commission** vers une heureuse conclusion. Je vous assure de la pleine coopération de **ma** délégation.

Je voudrais rendre un sincère hommage à **l'Ambassadeur** et lauréat du prix Nobel, Alfonso **Garcia** Robles, **récemment** décédé. Son apport exceptionnel au désarmement et aux travaux de la Première Commission restera dans toutes nos **mémoires**.

Nous nous **réunissons** ici dans le **contexte** d'un changement spectaculaire dans le scénario international. L'ère de la guerre froide n'est plus qu'un souvenir. Avec le rapprochement des superpuissances, l'affrontement a cédé la place à la coopération. L'entente réciproque les a poussées vers une interaction active. Une amorce de désarmement véritable s'est produite, ainsi qu'un effort conjugué pour trouver des solutions aux problèmes globaux.

Les développements encourageants de **la** détente et de la coopération entre **les** principales **puissances** mondiales, coïncidant avec des percées réelles dans de nombreux conflits **ré** **monaux** et avec l'introduction de **la** démocratie dans de nombreuses parties du **monde**, sont des preuves **de** l'émergence d'une nouvelle ère d'action collective et de coopération. Malgré cette dynamique accrue **de** l'entente, les conflits, les tensions et l'instabilité dans de nombreuses régions continuent de faire peser une menace sur la paix et la sécurité du monde.

L'Europe de **l'Est** a encore subi des changements radicaux au cours de **l'année** passée. L'unification de l'Allemagne et les récents événements en Union soviétique auront des répercussions politiques et économiques **considérables** pour le monde. La fin de la guerre froide a marqué l'effondrement **de la** rivalité des deux blocs de puissance dans les relations internationales.

De nouveaux centres de pouvoir économique et politique, avec des variables et des alignements nouveaux, dont les conséquences sont encore incertaines, peuvent émerger. Ce scénario en mouvement n'est pas sans danger

M. Kabir (Bangladesh)

pour **les pays en développement**. L'**inquiétude** principale est que cette situation mette **en péril** les **intérêts** politiques et **économiques** des pays en développement, **soit** par **hégémonie** régionale, **soit** par **marginalisation**. Nous nous **trouvons** devant une situation **à la fois** pleine de promesses et de dangers.

La **détente entre les superpuissances** a **entraîné** une importante réduction **des arsenaux nucléaires comme des arsenaux** conventionnels. Nous nous félicitons de **ce progrès** dans la limitation **des armements** et le désarmement. La signature par les Etats-Unis et **l'Union soviétique**, en juillet dernier, du Traité **sur** la réduction des armes stratégiques, marque une avancée importante par ces deux nations vers l'objectif d'une **réduction** considérable de leurs **arsenaux nucléaires stratégiques**. La **signature** du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe **est** également une étape importante vers la paix et la **sécurité** en Europe. La **Conférence** d'amendement du Traité d'interdiction partielle, qui s'est tenue en janvier dernier, **à New York**, a été importante, **car** elle a **été** le premier forum **de** négociation multilatérale sur un traité touchant les armes nucléaires où tous **les** pays ont participé pour **atteindre l'objectif** d'un arrêt complet des essais nucléaires. A ce propos, **nous appuyons** l'initiative **du Président** de la Conférence de reconvoquer celle-ci.

Le Bangladesh **se félicite de** la **récente** initiative historique du Président George Bush de **prendre** des **mesures** unilatérales pour éliminer les armes **nucléaires tactiques**, ainsi que de l'offre réciproque du Président Gorbatchev **de procéder à** une réduction encore **plus** radicale des forces nucléaires. **Ils méritent** tous deux notre **sincère** reconnaissance. Ces propositions **constituent**, selon **nous**, une perche décisive vers un monde **dénucléarisé et plus sûr** pour **nous tous**.

M. Kabir (Bangladesh)

Je rappellerai la déclaration du **Ministre** adjoint des affaires étrangères de **l'Union** soviétique, selon laquelle :

"... les initiatives **soviétiques** et américaines offrent une occasion unique de modifier le cours actuel de la **course** aux armements de façon radicale, en fait, de le transformer en **son** contraire : la **course** au désarmement." (A/C.1/46/PV.12, p. 21)

Malgré les **réductions** prévues conformément au Traité, les **superpuissances** conserveront un **très** grand nombre d'arsenaux nucléaires **dépassant** de loin les exigences en matière de **sécurité nationale**. La **course** aux armements **se** poursuit avec **ses statistiques** terrifiantes concernant les dépenses **inutiles**. Plus de mille milliards de dollars sont **dépensés** chaque année en **moyens de destruction**. Afin **d'illustrer** ce qu'une réduction des **dépenses** militaires permettrait de faire, je donnerai un exemple. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a estimé que pour réduire **sensiblement** la mortalité infantile et la **malnutrition** qui touchent **50** millions d'enfants, il suffirait de **2,5** millions de dollars.

Les dépenses inimaginables consacrées au **armement** sont injustifiées et **immorales**. Les **armes** ne sauraient à elles seules **assurer** la sécurité. La paix et la sécurité **restent** menacées tant que la pauvreté, la **faim**, la **misère** et le désespoir continueront **d'être** le lot de **millions** d'être humains. **A ce propos**, la déclaration de **M. Yasushi Akashi**, Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, est très pertinente. Il a déclaré ce qui **suit** :

"La communauté internationale doit souscrire à une approche **multidimensionnelle** de la paix et de la **sécurité**, où l'aspect militaire ne sera pas dominant **mais** considéré en fonction d'autres priorités telles que le développement, le bien-être, l'environnement et la protection **des droits de l'homme**." (A/C.1/46/PV.4, p. 3)

Il n'y aura pas de paix et de sécurité tant que la coopération internationale ne sera **pas** élargie de manière à répondre aux menaces provoquées par des échecs en **matière de** développement, la dégradation de l'environnement et le manque de progrès dans les domaines **social** et humanitaire. Un concept plus large de **sécurité** doit être élaboré par **nous tous**. Dans **son** rapport **sur** les travaux de l'organisation, le Secrétaire général souligne à **juste** titre ce qui **suit** :

M. Kabir (Bangladesh)

"Aucun **système** de sécurité collective ne sera viable si on ne cherche pas à **résoudre** véritablement le problème de la pauvreté **et** de la **misère**, qui sont le lot de la majeure partie de la population du monde."

(A/46/1, p. 13)

Bien que le risque de guerre **nucléaire** ait diminué ces quatre dernières décennies, de vastes arsenaux **d'armes** nucléaires et **des** stocks de matières fissiles constituent par leur existence même une menace. Voilà pourquoi nous engageons les Etats nucléaires à prendre rapidement des mesures pour éliminer totalement toutes les armes nucléaires. Le Bangladesh estime qu'il est urgent de **se** mettre d'accord **sur** une convention **universelle** et non discriminatoire visant l'interdiction de la production, de la mise au point et du **stockage** d'armes nucléaires et de matières fissiles.

A notre avis, un **traité** d'interdiction **complète** des **essais** serait une mesure **décisive** pour prévenir l'apparition d'une nouvelle génération d'armes **nucléaires**. Nous sommes fermement convaincus que seule la **cesssation** de tous les essais **d'armes** nucléaires nous permettrait d'atteindre l'objectif final, à savoir l'élimination totale de **toutes les armes nucléaires**. C'est la raison pour **laquelle nous attachons la plus haute priorité** à la **conclusion** rapide d'un traité d'interdiction complète **des** essais. A cet égard, nous **nous** félicitons de l'annonce par le Président Gorbatchev d'un moratoire d'un an sur les **essais** nucléaires de l'Union **soviétique** et **nous demandons** instamment aux autres Etats dotés d'armes nucléaires de **suivre** cet exemple afin d'aboutir à la cessation complète **des** essais nucléaires.

Notre engagement **constitutionnel** nous **lie** au **concept** de désarmement général et complet. A cette fin, le Bangladesh a rejeté l'alternative nucléaire pour ce qui le concerne. C'est ce qui **explique** notre adhésion au Traité sur la non-prolifération nucléaire. Nous appuyons toutes les **mesures** propres à **favoriser** le désarmement et à **prévenir la** Course aux armements, ainsi que l'appel en faveur de la **création** de **zones** exemptes d'armes nucléaires.

L'adhésion universelle au **traité** renforcera le régime du TNP. A cet égard, le Bangladesh se félicite tout **particulièrement** de la décision de principe de la France et de la Chine d'adhérer au TNP. Ainsi les cinq **puissances** nucléaires seront bientôt toutes parties au Traité. Nous avons

M. Kabir (Bangladesh)

toujours souligné la **nécessité** de renforcer la TNP grâce à des engagements portant sur des garanties de sécurité positives et négatives, une réglementation normalisée plus stricte de l'exportation nucléaire et une **efficacité** accrue des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Seules l'élimination et le **destruction des armes** nucléaires et des **autres armes** de destruction **massive** permettront l'instauration d'une paix durable. Aussi évaluons-nous les progrès enregistrés dans les négociations visant l'élaboration d'une convention sur les armes chimiques, qui **semblent** avoir abordé une étape décisive. Nous espérons que l'accord sur une convention interviendra d'ici à l'année prochaine. Pour **sa** part, le Bangladesh ne manquera pas de **faire** tout son **possible** pour en faciliter la **prompte** conclusion.

Tout en **estimant** qu'il convient de s'attacher dûment au désarmement nucléaire, qui devrait **se** voir accorder la plus haute priorité, il faut **aussi** songer aux mesures propres à limiter et à réduire les **armes** classiques. Cet objectif doit être poursuivi dans le cadre des progrès vers un **désarmement** général et complet. Grâce au progrès de la technique, les armes classiques sont aujourd'hui de plus en plus perfectionnées. D'où leur puissance destructrice de dévastation absolue. Par conséquent, **nous estimons** que le **maintien** de **capacités** en matière d'armes **classiques** au-delà des besoins légitimes de sécurité des Etats risque d'avoir **des conséquences** déstabilisantes pour la **région** en **question** et le monde. Il faut procéder à des **réductions** équitables et équilibrées des **armes** sans nuire aux exigences réelles de sécurité. La stabilité **s'en** trouverait ainsi renforcée à des niveaux militaires **réduits**. Toute **acquisition** d'armes au-delà des besoins réels ne pourrait qu'attiser la méfiance et stimuler la **course** aux armements.

Le Bangladesh est profondément attaché à la question des **utilisations** pacifiques de la mer et de **ses ressources**. Une accumulation navale aveugle ne peut, **selon nous**, qu'engendrer des craintes. **Aussi** ma délégation souhaite-t-elle que l'on **fasse** preuve de retenue dans les activités navales. D'où la **nécessité** que **soient soigneusement définis** les **critères** des besoins légitimes en **matière** de sécurité navale.

M. Kabir (Bangladesh)

Notre appui indéfectible à la **Déclaration** faisant de l'**océan** Indien une **zone** de paix découle de notre attachement aux activités maritimes pacifiques. Nous continuerons à rechercher un régime stable pour l'océan Indien, qui doit être neutre, **démilitarisé** et **dénucléarisé**. Le **Bangladesh** estime que ce régime doit être garanti par un système de sécurité collective afin qu'au retrait des grandes puissances ne se substitue pas une autre forme de **domination susceptible** de nuire à la sécurité **des** États du littoral **et** de l'arrière-pays. Nous espérons que la Conférence des Nations Unies sur l'océan Indien **se** tiendra à Colombo à une date rapprochée.

Les **Nations** Unies sont **appelées** à **jouer** un rôle important **et** de **plus** en plus grand face aux défis de l'ère nouvelle caractérisée par des efforts de **désarmement** international. A ce propos, je tiens à ajouter que le Bangladesh est résolu **à jouer un rôle** au **sein de la Conférence** du **désarmement** élargie de Genève. L'élargissement de **sa** composition pourrait, à notre avis, **se** faire progressivement et **dans des** délais **précis**, en maintenant l'équilibre de la Conférence **et** en **renforçant** ainsi **sa** capacité de fonctionner plus efficacement.

Avec la fin de la guerre froide, le monde reconsidère les perceptions anciennes de la sécurité et les doctrines sous-jacentes. Nous vivons maintenant **dans** l'ère de l'entente et de la compréhension. **Nous devons saisir** la chance **historique** qui s'offre à nous de transformer le monde en un lieu plus **sûr** en freinant la course aux armements **et** en réduisant ainsi les **dépenses gigantesques** qui l'**accompagnent**. Les dividendes de la paix qui en résulteront devraient être consacrés au bien-être de l'humanité et surtout au développement de **l'économie des** pays en développement.' Donnons toutes **ses** chances à la paix. Pour sa part, le Bangladesh s'engage à jouer un rôle actif et à coopérer pleinement à la réalisation de ce noble objectif, dont nous rêvons tous.

M. ABDUL GHAFAR (Bahreïn) (interprétation de l'arabe) : Monsieur le Président, **permettez-moi de commencer par vous adresser les félicitations de la délégation de Bahreïn à l'occasion de votre élection à la présidence de la présente Commission. Je tiens aussi à saisir cette occasion pour féliciter les membres du bureau de leur élection à leurs Pattes respectifs. Je suis heureux de vous assurer de la pleine coopération de ma délégation au cours de cette session et vous souhaitons plein succès dans la tâche qui vous est confiée.**

La politique internationale, cette année **comme l'an dernier**, a subi de profonds bouleversements consécutifs. Il y a eu **notamment** la signature de la Charte de Paris pour une nouvelle Europe par les dirigeants de **34** Etats d'Europe et d'Amérique du Nord, dans le cadre de la Conférence **sur** la sécurité et la coopération en Europe, **baissant officiellement le rideau sur la période de la guerre froide et sur les tensions, la satellisation, la polarisation et la course aux armements qu'elle comportait. Il ne fait pas de doute que cette évolution a eu une influence positive en matière de désarmement.**

En novembre **1990**, le Traité sur **la réduction des forces armées classiques** en Europe a été **signé** et le 31 juillet 1991, le Traité sur la réduction des armes stratégiques a été conclu entre **les Etats-Unis et l'Union soviétique**, sans parler **des** deux initiatives **américaine** et soviétique concernant les armes nucléaires, annoncées en septembre et octobre de cette année. Nous nous félicitons de ces deux initiatives et **nous espérons qu'elles seront suivies d'un programme intégré afin d'en finir avec les armes de destruction massive, les armes nucléaires en premier.**

Cette évolution positive **amorcée** dans les relations internationales exige de la communauté internationale qu'elle redouble d'efforts pour **assurer** la paix et la **sécurité** internationales. Pour ce faire, **il faut, de l'avis unanime des experts dans le domaine de la politique et du droit international, appliquer trois programmes étroitement liés entre eux : premièrement, recourir aux moyens pacifiques pour régler les différends; deuxièmement, instituer un système de sécurité collective auquel participeraient tous les Etats épris de paix, assurant ainsi sa viabilité et son universalité; et, troisièmement, procéder au désarmement. Le processus de paix et celui de la sécurité sont intimement liés au désarmement. En effet, il est impossible de réaliser la paix ou la sécurité à l'échelon régional ou mondial sans qu'il y ait de**

M. Abdul Ghaffar (Bahreïn)

désarmement **véritable**, et **notamment** un désarmement nucléaire, chimique et biologique. Dans cette optique, **l'instauration** au Moyen-Orient **d'une zone** exempte d'armes **de destruction massive** ne peut qu'être bénéfique **à** tous les Etats de la région. **A** notre avis, il faut totalement **éliminer** les armes nucléaires, biologiques et chimiques **de** la région. Le **Ministre** des affaires étrangères de mon pays a réaffirmé cette conviction **dans son** intervention devant **l'Assemblée** générale. Il a dit, entre autres :

"Aujourd'hui, nous **sommes** plus que jamais décidés **à** atteindre cet objectif car nous croyons que la sécurité internationale **est** intimement liée à **ses** éléments régionaux et nous **sommes** convaincus que **le** renforcement de la sécurité au Moyen-Orient grâce à l'élimination totale des armes de destruction **massive** de la **région** aura une contribution positive au maintien de la paix mondiale." (A/46/PV.18, p. 23)

Il ne fait aucun doute que les **armes** nucléaires constituent une préoccupation constante au Moyen-Orient, d'autant plus que tout semble indiquer qu'Israël **possède** 300 bombes nucléaires environ. Nous pensons que la déclaration d'une région **dénucléarisée** au Moyen-Orient doit être basée sur le renoncement des Etats de la région **à** acquérir des armes nucléaires et **être** accompagnée d'une **réglementation** rigoureuse et d'un système **de garanties** portant sur l'utilisation de **matières** radioactives dans **les** Etats de la région.

La sécurité est d'une importance vitale pour tous **les** Etats, petits ou grands. Cependant, **les** petits Etats **sont** particulièrement concernés car ils sont **plus** vulnérables **face** aux **menaces** d'agression de l'extérieur. Le **Secrétaire général**, dans son rapport intitulé "Protection et **sécurité des** petits Etats" dit ce qui suit **à** propos des **vues** exprimées par les **membres** du Conseil de **sécurité** :

"En raison des caractéristiques qui **sont** les leurs, les petits Etats ont besoin d'une attention et d'une assistance particulières. **Les** Etats **Membres** ont admis **sans** réserve que la communauté internationale avait **intérêt à** préserver la sécurité des petits Etats **dans** la mesure où l'ordre international pouvait être ébranlé par leur instabilité ou leur **insécurité**." (A/46/339, p. 8)

L'Organisation des Nations Unies **peut** jouer un **rôle** important, par le biais du Conseil de sécurité, dans l'étude des besoins des petits Etats en matière de

M. Abdul Ghaffar (Bahreïn)

sécurité, mais la meilleure garantie de **sécurité** serait le respect mutuel des principes de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de la Charte des Nations Unies et du droit **international** par tous les Etats.

Le Bahreïn, Membre de ce forum international, voudrait que l'on active le désarmement afin de permettre au monde de vivre dans la paix et la sécurité. Dans le **même** temps nous appuyons le renforcement **de** la sécurité collective dans le cadre de l'Organisation en invoquant l'interdiction de recourir **à** la menace ou **à** l'emploi de la force. L'expérience passée a prouvé de manière péremptoire que **sans** un **système** adéquat **de** dissuasion et **sans** l'imposition du respect dû **à** la **souveraineté** des Etats, **spécialement** des petits Etats, le **système** de sécurité mondiale encourra des risques graves. Nous espérons voir la sécurité mondiale renforcée par l'élimination définitive des foyers de tension, **sur** le double plan international et régional, **comme nous espérons** que des solutions durables seront apportées aux problèmes politiques, économiques et **sociaux**.

M. JAYA (Brunéi Daruasalam) (interprétation de l'anglais) : Prenant pour la première fois la parole à la Commission, je tiens à vous féliciter chaleureusement, Monsieur le Président, à l'occasion de votre élection à la présidence de la Première Commission. Je suis sûr que, sous votre sage conduite, la Commission sera en **mesure** de mener sa tâche **à** bonne fin. Mes félicitations s'adressent également aux autres membres du bureau, **dont le** dévouement a contribué au succès des travaux de la Commission.

Nous avons assisté récemment **à** des changements importants qui, en **se répercutant** sur la scène internationale, ont à bien des égards transformé notre manière de concevoir l'instauration d'un monde **sûr** et pacifique. Grâce **à** la disparition de la tension et aux **changements** survenus à l'intérieur **de l'Union** soviétique, nous sommes en train de réaliser le consensus mondial que nous souhaitons tant sur de nombreuses questions **importantes, notamment** dans le domaine du désarmement.

La mise en place de ce que l'on a appelé un nouvel ordre mondial a peut-être contribué **à** éliminer certains signes extérieurs d'un pessimisme qui règne depuis longtemps. L'élimination de toutes **les armes** de destruction massive et des initiatives essentielles visant **à** établir un contrôle des armes et à réduire les **armements** nucléaires ont **commencé à** préoccuper la Commission et font l'objet de ses discussions.

M. Jaya (Brunéi Darussalam)

Toutes ces initiatives sont très convaincantes mais celle que nous apprécions le plus concerne l'annonce faite récemment par le Président Bush et le Président Gorbatchev de leur intention d'éliminer les armes nucléaires tactiques ainsi que certains de leurs programmes nucléaires. Le Brunéi Darussalam se félicite de ces faits historiques tout autant que de la réaction favorable qu'ils ont suscitée dans les pays dotés d'armes nucléaires. Ma délégation pense que la détermination manifestée par tous les intéressés créera un précédent qui permettra d'entreprendre de nouveaux efforts pour accélérer les progrès sur toutes les questions du désarmement à l'ordre du jour.

Étant donné la préoccupation croissante liée au contrôle des armes et au désarmement, le Brunéi Darussalam espère que priorité sera accordée aux armes qui, à notre avis, peuvent non seulement avoir les conséquences les plus désastreuses sur les vies humaines mais conduire à une destruction de notre planète. À cet égard, ma délégation s'attache tout particulièrement à la question de la prolifération des armes nucléaires : nous sommes convaincus que la communauté internationale et en particulier les États dotés d'armes nucléaires devraient s'orienter collectivement vers la mise en place d'un traité d'interdiction complète des essais. Cependant, notre espoir de voir mettre fin aux essais d'armes nucléaires ne s'est pas encore concrétisé et ne le sera pas tant que les États nucléaires continueront de procéder à des essais d'armes nucléaires. Nous avons toujours considéré que la poursuite des essais et de la recherche dans ce domaine ne peut avoir pour résultat que de produire des armes nucléaires plus perfectionnées et de faire obstacle à tout espoir de contrôle des armements et d'élimination des armes de destruction massive. Mon pays souhaite également voir mettre un terme à la mise au point de nouvelles armes nucléaires et, à cette fin, la seule logique qui lui semble envisageable est d'interdire les essais nucléaires sur une échelle universelle et non discriminatoire. C'est pourquoi ma délégation se félicite du rétablissement du Comité spécial, en 1992, et souhaite que, conformément à son mandat, il oeuvrera dans le sens d'une interdiction complète des essais nucléaires.

En tant que partie au Traité sur la non-prolifération, le Brunéi Darussalam trouve encourageants les faits récemment intervenus. Nous sommes satisfaits de constater que, lentement mais sûrement, ce traité gagne du

M. Jaya (Brunéi Darussalam)

terrain. L'intention **manifestée** par la France, la Chine et l'Afrique du **Sud** de signer cet instrument constitue un fait positif dont mon pays se félicite*. Cela étant, nous demandons instamment aux **Etats**, disposant ou non d'une capacité d'armement nucléaire et qui ne **sont** pas encore parties au Traité, d'y adhérer. Cette adhésion permettrait aana aucun doute **à** la communauté internationale d'atteindre les objectifs qu'elle **s'est fixés**, en particulier d'atténuer le risque de guerre nucléaire et, par conséquent, de renforcer la paix et la sécurité internationales.

D'autre8 problèmea nous préoccupent et requièrent notre **plus** Vive attention. La menace que représentent les **armes** de destruction **massive** continuera **d'exister** tant que les efforts constructif8 tendant **à** leur élimination aeront au point mort. Tout comme **les** orateurs qui **m'ont** précédé. je souhaite renouveler l'appel de mon pays pour une conclusion rapide **des négociations** relatives à une convention internationale sur l'interdiction de l'utilisation, **de** la fabrication et du stockage d'armes **nucléaires**. Noua sommes convaincus que la conclusion tant attendue de cette convention contribuerait **à** l'élimination totale **d'autres** catégories **d'armes** de destruction **maaaive**, en particulier des armes chimiques.

Comme d'autres **Etats Memhrea**, le **Brunéi** Daruasalam attache une grande importance **à** la queation **des** armes biologique8 et **considère** que la production de **ces** armes **de** destruction maaaive devrait être stoppée. Le ferme engagement de mon paya en ce qui concerne cette question s'est traduit, au début de **l'année**, par son adhésion **à** la Convention sur l'interdiction de **la** miae **en** point, de **la** fabrication et du **stockage** des **armes** bactériologique8 (biologiques) ou **à** toxines et sur leur destruction. Cette décision va également **dans** le sens de la loi édictée par **mon** pays **sur les armes** biologiques et qui a trait à l'interdiction de **la** mise au point, de la production, de l'acquisition et de la possession de **ce** tains agents biologiques et toxines et des armes biologiques. **Ace** stade, **noua** voudrions féliciter les **parties intéressées** dont le travail et la contribution ont **permis** l'heureuae conclusion **de** la **troisième** Conférence des **parties** chargée de l'examen de la Convention sur les armes biologiques, qui s'est tenue récemment à Genève. Noua espérons que les décisions qui y ont été **adoptées** contribueront sensiblement **à** renforcer davantago encore cet instrument.

M. Jaya (Brunéi Darussalam)

Le maintien de la paix et de la **sécurité** mondiales revêt sans conteste une importance capital* et reate essentiel **pour** notre **survie**. La **guerre** froide a peut-être pris fin **mais**, comme les événements récents l'ont montré, ce sont les **petits** Etats souverains qui sont le plus **vulnérables à tout acte** d'agression mené par **des éléments** extérieurs. Il est incontestable que le fait de **posséder d'importants stocks d'armements** de **destruction** massive au moyen de transferts incessants de tels **armements** a contribué à instaurer un **climat** de suspicion, d'hostilité et à provoquer un conflit **armé**. A cet égard, **l'étude** des Nations Unies sur les moyens de favoriser la transparence dans les transferts internationaux **d'armes** claaaiquos doit être accueillie avec satisfaction. Nous estimons que le débat relatif à cette question et la mise en place d'un registre international **des** transferts d'armements **sous les auspices** des **Nations** Unies devraient s'inspirer avant tout du principe fondamental d'universalité et de non-discrimination,

La fin de la rivalité idéologique **entre** les superpuissance8 et l'amorce d'une **coopération** internationale augurent **bien** du nouveau concept de désarmement. Nous estimons qu'encouragée8 et appuyées par les Etats **Memhres**, **les** Nations Unies pourraient jouer un rôle **très** important en ce qui concerne les questions essentielles touchant à 3.a **sécurité** et au désarmement. Nos efforts sont **orientés** wers l'instauration d'un avenir pacifique de façon à épargner **aux générations futures** le fléau de la guerre. **C'est** pourquoi nous réaffirmons notre appui aux **Nations** Unies qui, à nos yeux, constituent l'organe le plus fiable pour maintenir la paix et la **sécurité**.

La séance est levée à 16 h 40.